Internet, instrument idéologique et agent économique au service de la mondialisation

Auteur : Daniel Vivas pour ATTAC 15ème

Objectifs de cet exposé
Vous apporter un éclairage sur les raisons et sur les causes essentielles qui ont fait qu'Internet soit devenu un phénomène mondial, objet de convoitise et d'appropriation de la part des élites politiques, des intellectuels ou bien plus encore majoritairement des décideurs d'entreprises et des investisseurs, recouvrant principalement une seule et même idéologie, une même bataille : celle de la domination absolue des marchés financiers et du commerce électronique.

Sommaire

I) Internet : Quand, Pourquoi et par qui ?

En 1957, en pleine guerre froide, les Etats-Unis qui jusqu'ici détiennent le leadership en matière de recherche scientifique, notamment sur les technologies de pointe, subissent leur premier revers dans leur compétition acharnée qu'ils livrent avec les soviétiques. L'URSS réussit le premier lancement de son satellite artificiel SPOUTNIK. Pour les américains, c'est une terrible humiliation. De plus à cette même période, les Etats Unis vivent dans la psychose d'une attaque nucléaire imminente de la part du bloc soviétique. A cette époque, les bombardiers américains sont en alerte 24h/24h, les constructeurs d'abris atomiques faisaient fortune, les simulations d'attaque et les consignes de sécurité de la part de la population étaient répétées plutôt 2 fois qu'1. La défense américaine, le Pentagone décide pour parer à cette éventuelle attaque, de mettre au point avec l'aide des milieux universitaires un réseau d'ordinateurs reliés les uns aux autres dont le but est de répartir les informations sensibles en plusieurs sites, constituant ainsi une cible plus complexe et moins facile à atteindre. Sur les faits historiques, il y a déjà une confrontation idéologique car pour certains dont l'esprit est moins belliqueux, Internet est né de l'idée qu'il serait finalement plus judicieux et moins couteux pour le milieu universitaire, scientifique et industriel de mettre en réseau et faire communiquer leurs ordinateurs respectifs pour augmenter et partager la puissance de calcul. On était bien loin encore des ordinateurs individuels et des micro processeurs (des puces), des Pcs. Ce n'est alors qu'à un stade avancé de ce projet piloté par l'université de Stanford entre autres, que le Pentagone aurait décidé de prendre en main le projet. Cela dit ce projet est financé par l'ARPA (Advanced Research Project Agency), organe de recherche du Pentagone. On peut dire finalement qu'Arpanet (l'ancien nom d'Internet), ce système nerveux (d'autres parleront plus tard comme on va le voir de cerveau global) qui doit faire circuler l'information de façon efficace et en continue, est la conjonction de ces deux idées militaire et universitaire qui viennent d'être évoquées à l'instant. Robert Taylor est le premier en 1966, au sein de l'ARPA à proposer une mise en connexion redondante de chaque ordinateur de telle sorte que si un des liens sature ou tombe en panne, l'information peut alors emprunter un autre chemin (Diapo 1). C'est le fondement même de l'Internet qui à l'heure actuelle fonctionne plus que jamais sur ce principe. Robert Taylor a mis exactement 20 minutes à convaincre le directeur de l'ARPA, qui en plus pour l'occasion lui accorde une rallonge de 1 million de dollars (5 millions de dollars actuels). En 1970, les ordinateurs des universités de Stanford, de Los Angeles, de Santa Barbara et de l'Utah connectés entre eux, forme le premier réseau ARPANET et deux ans plus tard en 72, il comptera 40 sites connectés. En France à cette même époque, il y a le projet Cyclade qui est mis sur pied mais qui sera abandonné. En fait jusqu'en 94-95, l'internet va se développer et être utilisé essentiellement dans le milieu universitaire et la recherche, pour des applications bien spécifiques et qui ne touche pas encore le grand public. L'essor international que va connaitre Internet dans le monde des entreprises et du grand public, viendra d'une invention (révolution) conçue et réalisée en 1991 par Tim Berners-Lee, chercheur au CERN (Centre d'études et de recherche nucléaire) qui invente le World Wide Web et le langage HTML (Hyper Text Markup Language; Diapo 2) qui se base sur le principe de l'hypertexte et de l'hypermédia (çàd pouvoir aussi bien traiter du texte du son et de l'image), pour structurer et rechercher l'information de manière intuitive. Pour faciliter la consultation de ces informations, il fallait un navigateur (ou browser). Netscape et Microsoft allaient nous offrir cet outil sur un plateau, sur fond de batailles commerciales et juridique féroces. Pour le grand public, cela signifie 2 fonctions possibles : 1) envoyer et recevoir du courrier électronique. 2) échanger avec d'autres des fichiers (texte, son, image). C'est à partir de ce moment, qu'Internet devient réellement un phénomène de société et que commence les grandes batailles idéologiques autour d'Internet : l'extase et l'effroi pour reprendre le titre d'un Hors série sur Internet de la revue Manière de voir d'Octobre 1996.

II) Internet, projet politique et social pour un village planétaire

La première idéologie forte autour d'internet est celle qui repose sur le messianisme politique ou voire encore à certains moments sur le charlatanisme politique. Ce discours politique, c'est la grande messe dont la litanie consiste à dire, à répéter que dans le contexte de la crise au sens large faire communiquer les hommes plus facilement au moyen de ce réseau interconnecté de manière ininterrompue, permettra à la fois de doper la croissance économique, d'améliorer le sort de l'humanité, de renforcer la démocratie et apporter la paix dans le monde. Cette harangue est partie des Etats-Unis, avec un projet, un programme d'action qui a été lancé en 1993 : le National Information Infrastructure (NII) qui s'inscrivait dans le vaste projet des autoroutes de l'information avec pour objectif de connecter les entreprises, les écoles, les hopitaux, les particuliers et les organismes publics par des réseaux de communication à grand débit, ultra rapides et interactifs. C'est le vice président Al Gore qui sous la première et nouvelle investiture Clinton en a été l'instigateur. Dans ce qui devient un an plus tard, non plus le National Information Infrastructure, mais le Global Information Infrastructure (GII), on est bien dans une dynamique de globalisation, de mondialisation, et Al Gore ne manque de le rappeler et d'en souligner les vertus ‘‘ *Ces interconnexions nous assureront une croissance économique solide et soutenue, renforceront la démocratie, permettront de traiter plus efficacement les problèmes écologiques aux niveaux local et planétaire, d'améliorer les systèmes de soins médicaux, et en définitive de développer notre sentiment de participer à une gestion solidaire de notre petite planète* ”. On remarquera le ton à la fois rassembleur, lénifiant, voire franchement aliénant pour faire mordre à l'hameçon tous les peuples et les nations en panne de projet social. Depuis cette phrase fera des émules en Europe et bien évidemment en France. Lionel Jospin à Hourtin en 1997 déclarait :‘‘ *Les bouleversements introduits par les technologies de l'information dépassent largement le seul enjeu économique : l'essor des nouveaux réseaux d'information et de communication offre des promesses sociales, culturelles et, en définitive, politiques* ”. Il est vrai qu'Internet et les outils propres à l'informatique lorqu'ils sont reliés en réseau constituent d'extraordinaires vecteurs de ressources informationnelles permettant une diffusion à large échelle. Des exemples ne manquent pas pour démontrer les différents moyens d'expressions démocratiques possibles sur le Web : les forums de discussion (le commissaire européen Pascal Lamy en avait ouvert un par exemple avant Seattle), les messageries électroniques qui ont permis à certaines ONG internationales qui disent NON à l'OMC de se rassembler et de s'organiser pour les manifestations de Seattle (voir article de Susan George dans le Mode Diplo. de Janvier 2000), ou bien encore celles qui consistent à bâtir des sites informationnels qui permettent par exemple comme au Mexique de dénoncer les exactions de l'armée mexicaine au Chiapas (Où les différents médias à forte diffusion ont plutôt briller par leur mutisme).Mais à qui profite cette puissante communicabilité ? Essentiellement aux pays les plus riches définis par l'ONU et c'est aux Etats-Unis que l'on retrouve la plus grosse partie des utilisateurs d'Internet (les internautes) avec 57% (Diapos 3, 4, 5). Et comme on le verra dans la seconde partie de cet exposé, on retrouve une présence américaine hégémonique sur le terrain économique et marchand pour une bataille commerciale qui s'annonce rude et sans ambages. Internet devient donc parmi ce qui constitue les autoroutes de l'information, l'interface de la connaissance et du savoir (c'est ce que Guy Lacroix dans son livre le Mirage Internet ,souligne comme un glissement sémantique : d'autoroutes de l'information on passe aux autoroutes de la connaissance et du savoir). En France, par exemple, pour Claude Allègre (et pour beaucoup d'autres), Internet et les sacro saintes nouvelles technologies deviennent le remède au dysfonctionnement et aux manques de moyens dans les écoles, dans les lycées et des universités, ces berceaux de la citoyenneté où doit renaitre l'instruction au débat démocratique, et où l'Internet doit permettre de reconstruire la citoyenneté et favoriser l'égalité des chances à l'échelle nationale et internationale. Le ministre de l'Education nationale et de la recherche cite souvent le cas des Etats-Unis

comme exemple à suivre (Diapos 5 et 6). Ce pays comme on le constate renferme des disparités importantes inhérentes à l'utilisation d'Internet aux seins des diverses communautés américaines.
Parmi les idéologues de l'ère informationnelle et du virtuel qui nous promettent des lendemains qui chantent, on retrouve de grands patrons de l'industrie informatique tels Bill Gates de Microsoft, Steve Case d'AOL mais aussi des intellectuels, des scientifiques tel que Joël de Rosnay directeur de la cité des sciences et de l'industrie, qui en sa qualité de visionnaire affirme dans un article intitulé La révolution informationnelle que *le contrat de travail enferme aujourd'hui la logique de la croissance dans une matrice à une seule dimension : du temps contre du salaire. [...] On voit ainsi apparaître une nouvelle catégorie socio-économique, les salariés libéraux : tantôt à employeurs multiples, tantôt consultants, conférenciers ou enseignants, champions des télé-activités grâce à leur outil de communication et de traitement de l'information. Les enquêtes indiquent que de nombreux salariés sont ouverts à des formes complémentaires de rémunération. A une augmentation de salaire, certains préféreront une amélioration de la qualité de vie, une formation, une réduction du temps de travail, la création d'une épargne temps.*
On peut se demander sur quelle planète vit Joël de Rosnay quand on connaît le nombre croissant d'emplois précaires (salaire contre travail et temps aménagé mais surtout pas négociable) qui ne cesse d'augmenter en Europe et dans le monde, et même pour cette infime partie de salariés libéraux qui auraient soit disant le choix, ne s'exposent-ils pas au risque de voir leur univers privé et professionnel totalement confondus et finalement voir cet espace familial, social se réduire, pour faire place à celui uniquement professionnel accentuant ainsi la fléxibilité de l'emploi et fragilisant aussi l'environnement familial. Qu'est ce que signifie l'espace temps dans la pensée de De Rosnay quand chaque jour nous est démontré que le temps c'est de l'argent. Cet espace temps ne se réduit-il pas, pour ceux qui savent vivre avec leur temps et par conséquent leur argent, à pouvoir en tout lieu et à tout moment grâce à Internet et à sa connexion permanente, consulter leur courrier électronique avec leur ordinateur portable ou même maintenant avec leur téléphone portable. Ce geste aux dires de certaines publicités est le symbole de liberté, de modernité et de progrès. Mais de quel progrès, de quelle modernité parle-t-on quand justement ces objets nous sont présentés en réalité comme des objets de pur consommation qui amènent à des conversations standards de type Devine d'où je t'appelle ? ou moi aussi j'ai 3 adresses e-mail témoignage que ce qui est important c'est ce que l'on montre, ce que l'on expose comme objet de communication. Le message à faire passer, c'est Moi aussi, je suis connecté à ce cerveau global, donc j'existe ,qui se répand insidueusement dans tout ce qui diffuse de l'information ou de la communication Le ton et la teneur de l'article paru dans le nouvel économiste de décembre 1999 La France bascule dans Internet" annoncent ostensiblement cette fascination dangeureuse et aveugle vouée à cette technologie. Les publicités dont gratifient au grand public les transnationales comme IBM ou CISCO systems illustrent bien aussi cette grande messe du modernisme planétaire.
Cet espace de démocratie, de liberté que peut donc constituer Internet, il y a comme on l'a vu les politiques, les intellectuels qui tentent de se l'approprier mais il y aussi des groupes associatifs qui eux ne veulent pas que cet espace public qu'est de toute évidence Internet leur échappe. Celle que l'on désigne souvent comme la communauté des Internautes ou bien encore communauté virtuelle représente selon l'Internet Society (www.isoc.org) 150 millions d'utilisateurs dans le monde. Parmi elle, nous trouvons L'EFF (Electronic Frontier Foundation) qui a constitué dès le départ le noyau de cette communauté, celle comme la définit Yves Eudes dans un article du Manière de voir sur l'Internet, des techno-hippies des années 60 dont certains comme il le précise sont devenus très riches et des Cybers Punks, adolescents rebelles pour qui l'informatique est une langue maternelle. Cependant là aussi, on peut s'interroger sur le but, sur l'objectif défendu par cette association. Car présentée à la fois comme lobby, centre de recherche, club, organisation militante et communauté virtuelle, un de ses membres fondateurs n'en est pas moins l'ancien patron de Lotus (depuis racheté par IBM), Mitch Kappor, professeur d'informatique à Harvard et au MIT. Le fait de défendre bec et ongle la liberté des échanges informationnels sans contrôle,

sans réglementation fait aussi mieux comprendre pourquoi elle obtient le soutien de fournisseurs d'accès Internet tels AOL et Compuserve, qu'elle soit aussi soutenue et financée par quelques uns des plus grands noms de l'industrie informatique et des télécommunications comme AT&T, Bell Atlantic, IBM, Sun Microsystems, Apple ou encore Microsoft. Mitch Kapor, on le retrouve siégeant à une des commissions consultatives du grand projet dont on a parlé auparavant, sur les autoroutes de l'information (Global Information Infrastructure). On peut se dire quand même que ce mode de pensée rappelle celui des théories libérales sur le libre marché qui se régule par lui-même. Il y aurait donc là aussi une main invisible immanente qui par un effet vertueux auto-regulerait tous ces échanges.

III) Internet et les enjeux de la Net-Economie

Ce qui amène à aborder bien évidemment Internet sous l'angle d'un vaste et extraordinaire marché, à tel point que l'on parle maintenant de Net-Economie, de e-Commerce ou bien encore de e-Business. Ce marché représenterait selon l'Internet Society un montant entre 1800 et 3200 milliards de dollars. Si l'on ajoute à cela une estimation qui évaluerait le nombre d'internautes à 300 millions d'ici la fin de l'an 2000, on distingue donc mieux les enjeux économiques et financiers qui conduisent un nombre de plus en plus croissant d'investisseurs, de grands et petits entrepreneurs (appelé maintenant aussi entreprenautes) à se jeter dans cette bataille économiquement féroce. On retrouve dans le mode de fonctionnement de cette économie toutes les caractéristiques qui stigmatisent une économie de marché ultra-libérale et que l'on voudrait applicable à l'échelle planétaire : absence de réglementations internationales et homogènes en matière de commerce électronique qui exposent le citoyen aux dérives et aux effets néfastes sur le terrain social et notamment sur celui de l'emploi conduisant à la précarité et la flexibilité des emplois voire aux suppressions, financement et prêt facile aux entreprises à partir du moment où elles assurent un profit à court terme, flambée des marchés boursiers et spéculations outrancières sur ce type d'entreprise, fusion-acquisition. Aux Etats-Unis, ce marché a augmenté en l'espace d'un an de 127%, passant de début 1998 de 16,5 milliards à $ à 37,5 milliards de $ au début 1999 et il représente une part non négligeable du PIB) (Diapos 8 et 9). L'estimation est même de 250 milliards pour fin 1999. Il est occupé en large proportion par ceux qui dès le départ avaient parié sur ces technologies de l'information comme facteur de gain de productivité énormes et source de revenus financiers non négligeables. On retrouve donc les sociétés de l'industrie et du service informatique, celles des télécommunications, les banques, les assurances et les compagnies de courtage. Pour ces 4 dernières, les technologies de l'information tel que l'Internet représente les ¾ de leurs investissements (voir le rapport intitulé The Emergency Digital Economy commandé par Clinton et le dpt du commerce américain). Qui profite donc de cette richesse ? Bien évidemment le secteur des technologies de l'information qui ne sait jamais aussi bien porté que jusqu'à présent, puisque si l'on prend les 5 premières entreprises de ce secteur (Microsoft, Intel, Dell, Cisco et Compaq), elles capitalisaient en 1997 plus de 588 milliards de $ (12 milliards de $ il y a 10 ans !) et les salariés de ce secteur qui aux Etats-Unis comme en Europe sont relativement bien payés (Diapo 9). Cependant les investissements faits sur l'Internet amènent aussi le sociétes à prendre des décisions aux conséquences désastreuses sur le terrain de l'emploi. Le rapport du l'ONU sur le développement humain (Human Development Report 1999) met en évidence les suppressions d'emplois qui sont menés par ceux qui en même temps investissent comme on l'a vu une grande partie de leur capital dans l'Internet : Deutsche Telecom 20000 emplois supprimés depuis 1998, CitiGroup compagnie financière américaine qui prévoyait dès 1998 de supprimer 10400 emplois, France Télécom et son plan de licenciement de 50000 personnes qui courre depuis 1997. Il y a aussi d'autres formes d'entreprise qui sont engendrées par l'Internet et notamment l'univers des Start up qui ont commencé dans la Sillicon Valley, et qui poussent partout dans le monde comme des champignons. Ces entreprises reposent sur 2 rouages qui sont le financement effectué par des investisseurs (Venture Capitalists) qui se battent pour financer les bons projets, càd ceux leur permettront de retirer une plus-value substantielle lorsqu'ils revendront leur participation, et les salariés, attirés par stock-options, des parts du capital qu'ils pourront eux aussi revendre. C'est aussi une aubaine pour les marchés boursiers et financiers qui ne cessent de s'envoler depuis que le commerce électronique est nait : le NASDAQ qui existe depuis 1971 et qui représente les 5000 valeurs dont la majeure partie regroupe le secteur des hautes technologies (High Tech) et de l'Internet a pris en l'espace d'un an 82% de hausse, l'action de BEA Systems éditeur de logiciels destinés au commerce électronique a progressé de 1500% sur les 12 derniers mois. En France, selon la revue Le Nouvel économiste du 10 décembre 1999 et un article intitulé 'Le salut est en bourse', 14 entreprises dédiés au net-commerce dont Dégriftour, Chapitre.com, Chateau On Line devraient entré en bourse d'ici les 12 prochains mois. En 2001, elles seraient une cinquantaine. Outre cette frénésie capitaliste et cet extraordinaire potentiel de croissance qui se cristallisent autour d'Internet, les dangers pour l'économie et par conséquent pour le domaine social sont bien présents. D'une part on risque et c'est déjà le cas de créer un salariat à plusieurs vitesses, avec des salariés qui continuent à percevoir un revenu dont les augmentations sont difficilement tangibles, des salariés qui payés en stock options jouent finalement leur salaire en bourse avec les risques de krach, et d'autre part ceux qui finalement sont toujours gagnants, les dirigeants (revenu du travail conséquent et stock options en masse) et les investisseurs qui de part leur métier eux sont le mieux informés sur le fonctionnement des marchés financiers et par conséquent beaucoup moins exposés qu'un salarié payé en stock options. Plus globalement, si l'on considère l'expansion des sites Web commerciaux par rapport aux autres sites (Diapo 10), et leur rythme de développement proprement délirant, la domination des premiers et notamment les sites commerciaux américains fait surgir le risque de voir l'espace public que peut constituer Internet comme on l'a vu dans la première partie s'étioler et anéantir finalement tout espoir pour la majeure partie des citoyens du monde qui ne sont pas encore au fait avec cette technologie de pouvoir reconquérir en partie à l'aide de ce moyen d'expression puissant l'espace démocratique, et de s'apercevoir trop tard que l'on aura 99% de chance de naviguer ou de surfer sur un site où leur porte-monnaie risque d'être mis à très forte contribution. Que peut on faire ? Et bien une fois encore pour aller vite, il faut en s'informant et en se mettant au fait des risques évidents de dérives (comme j'ai tenté de le faire avec cet exposé) mettre à contribution les élus pour que des réglementations des lois soient adoptées, votées et appliquées pour répondre aux éxigences du citoyen, et pour qu'enfin Internet ne soit plus en reprenant une phrase de Guy Lacroix, *ce mirroir de sorcière où nous ne voulons lire que la toute puissance des sciences et des techniques et la fin de nos problème. Car cet Internet là est certainement un mirage* .

Références bibliographiques

Le Mirage Internet. Enjeux économiques et sociaux - Guy Lacroix (édition Vigot)
L'industrie de la consolation - Bertrand Leclair (édition Verticales)
Les sorciers du Net. Les origines de l'Internet - Katie Hafner & Mattthew Lyon (édition Calman-Lévy)
Internet. L'extase et l'effroi - Manière de voir-Le MONDE diplomatique (Hors série)